Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2014 : déficit budgétaire de 3,2 milliards de dollars

Le mois d'octobre 2014 s'est soldé par un déficit budgétaire de 3,2 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 2,5 milliards en octobre 2013. Les résultats pour le mois d'octobre 2014 tiennent compte d'un rajustement des revenus de 1,6 milliard afin d'inclure les coûts cumulatifs pour l'exercice en cours des mesures visant l'impôt sur le revenu des particuliers annoncées en octobre 2014 et entrant en vigueur pour l'année d'imposition 2014. Ces mesures comprennent l'instauration de la baisse d'impôt pour les familles et le doublement du crédit d'impôt pour la condition physique des enfants. En l'absence de ce rajustement, le déficit se serait établi à 1,6 milliard en octobre 2014.

Les revenus ont diminué de 0,2 milliard de dollars (0,9 %), alors que l'incidence des coûts cumulatifs pour l'exercice en cours de la baisse d'impôt pour les familles et du doublement du crédit d'impôt pour la condition physique des enfants a été partiellement compensée par la progression des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés. Les charges de programmes ont augmenté de 0,6 milliard (3,1 %), en raison de la hausse des transferts aux particuliers et aux autres administrations, ainsi que de l'augmentation des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard (3,4 %).

D'avril à octobre 2014 : déficit budgétaire de 4,0 milliards de dollars

Pour la période d'avril à octobre 2014 de l'exercice 2014-2015, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 4,0 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 12,8 milliards pour la même période de l'exercice 2013-2014.

Les revenus ont connu une hausse de 5,3 milliards de dollars (3,7 %), ce qui traduit la hausse de l'ensemble des sources de revenus, à l'exception des autres revenus. Les charges de programmes ont diminué de 3,2 milliards (2,3 %), en raison de la baisse des charges de programmes directes, laquelle a été partiellement compensée par la hausse des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard (2,0 %).

Octobre 2014

Le mois d'octobre 2014 s'est soldé par un déficit budgétaire de 3,2 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 2,5 milliards en octobre 2013.

Les revenus ont totalisé 19,8 milliards de dollars en octobre 2014, en baisse de 0,2 milliard (0,9 %) par rapport à octobre 2013.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 1,2 milliard de dollars (11,6 %), en raison des coûts cumulatifs pour l'exercice en cours de la baisse d'impôt pour les familles et du doublement du crédit d'impôt pour la condition physique des enfants.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,8 milliard de dollars.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,1 milliard de dollars.
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (4,2 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 0,1 milliard, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 15 millions, et les autres droits et taxes d'accise ont progressé de 34 millions, tandis que les taxes sur l'énergie sont demeurées inchangées.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 39 millions de dollars (3,4 %).

- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,1 milliard de dollars (3,1 %).

Les charges de programmes ont totalisé 20,8 milliards de dollars en octobre 2014, en hausse de 0,6 milliard (3,1 %) par rapport à octobre 2013.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,2 milliard de dollars (2,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (4,0 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard (6,8 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont diminué de 0,1 milliard (4,7 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (6,1 %), sous l'effet des augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, ainsi que d'une hausse des transferts pour le compte des villes et des collectivités du Canada.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux autres organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (1,6 %) par rapport à l'exercice précédent. Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (4,4 %)
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 16 millions de dollars (0,3 %).

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (3,4 %).

D'avril à octobre 2014

La période d'avril à octobre 2014 de l'exercice 2014-2015 s'est soldée par un déficit budgétaire de 4,0 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 12,8 milliards pour la même période de 2013-2014.

Les revenus budgétaires ont progressé de 5,3 milliards de dollars (3,7 %) pour s'établir à 150,3 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (1,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 2,4 milliards de dollars (15,3 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (7,7 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (5,0 %). Les rentrées de TPS ont augmenté de 0,7 milliard (3,9 %), les taxes sur l'énergie de 0,1 milliard, les droits de douane à l'importation de 0,2 milliard, et les autres taxes et droits d'accise de 0,4 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,5 milliard de dollars (3,9 %), ce qui traduit la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont diminué de 0,3 milliard de dollars (2,0 %).

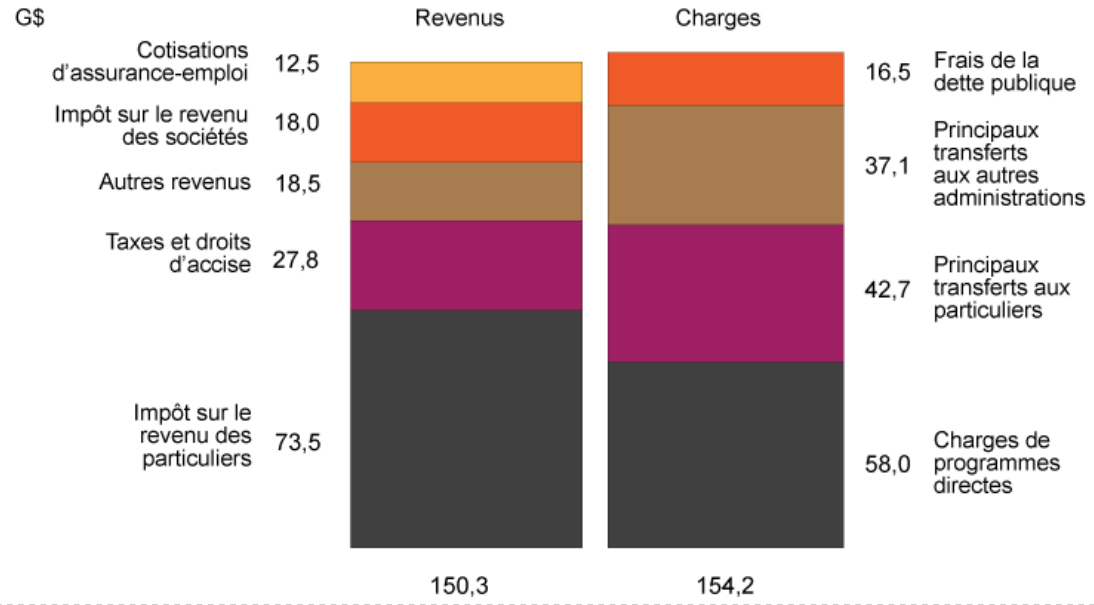
Pour la période d'avril à octobre 2014, les charges de programmes ont totalisé 137,7 milliards de dollars, en baisse de 3,2 milliards (2,3 %) par rapport à la même période de l'année précédente.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (2,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,0 milliard (4,1 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard (4,0 %) et les prestations pour enfants ont diminué de 0,2 milliard (2,3 %).

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (4,2 %), principalement sous l'effet des augmentations, prévues dans la loi, du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 5,9 milliards de dollars (9,2 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 3,7 milliards de dollars (17,6 %), sous l'effet principalement de la comptabilisation en 2013-2014 d'un passif relatif à l'aide aux sinistrés par suite des inondations survenues en 2013 en Alberta, ainsi que de la diminution des charges liées à la réévaluation du passif du gouvernement en faveur de l'Ontario représentant la part de la province (un tiers) de la participation du gouvernement dans le capital de General Motors.
  - Les autres charges de programmes directes ont reculé de 2,2 milliards de dollars (5,2 %), ce qui s'explique en grande partie par des coûts plus faibles au titre des pensions et des prestations en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars (2,0 %).

Revenus et charges (d'avril à octobre 2014)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 0,5 milliard de dollars d'avril à octobre 2014

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou engagés, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 4,0 milliards de dollars et des ressources financières de 3,5 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à octobre 2014 s'est soldée par des besoins financiers de 0,5 milliard, comparativement à des besoins financiers de 7,4 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 6,7 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 0,5 milliard de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 6,2 milliards en augmentant la dette non échue de 6,7 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin d'octobre 2014, les soldes de trésorerie s'élevaient à 32,3 milliards de dollars, en hausse de 0,3 milliard par rapport à ceux enregistrés à la fin d'octobre 2013.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Octobre		Avril à octobre	
	2013[1]	**2014**	**2013 –2014[1]**	**2014 –2015**
Opérations budgétaires				
Revenus	19 962	19 792	144 926	150 266
Charges				
Charges de programmes	-20 174	-20 804	-140 886	-137 688
Frais de la dette publique	-2 272	-2 195	-16 871	-16 529
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 484	-3 207	-12 831	-3 951
Opérations non budgétaires	13 507	4 715	5 463	3 458
Ressources ou besoins financiers	11 023	1 508	-7 368	-493
Variation nette dans les activités de financement	-8 059	735	14 975	6 674
Variation nette dans l'encaisse	2 964	2 243	7 607	6 181
Encaisse à la fin de la période			31 919	32 255

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] Certains chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement de façon à tenir compte d'une modification apportée à la convention comptable du gouvernement relativement aux opérations de rachat d'obligations, comme il est indiqué dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2013-2014.

Tableau 2
Revenus

	Octobre			Avril à octobre		
	2013 (M$)	2014 (M$)	Variation (%)	2013–2014 (M$)	2014–2015 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 668	9 431	-11,6	72 232	73 475	1,7
Impôt sur le revenu des sociétés	2 002	2 817	40,7	15 576	17 956	15,3
Impôt sur le revenu des non-résidents	421	564	34,0	2 952	3 180	7,7
Total des impôts sur le revenu	13 091	12 812	-2,1	90 760	94 611	4,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 097	2 191	4,5	17 636	18 323	3,9
Taxes sur l'énergie	485	485	0,0	3 151	3 205	1,7
Droits de douane à l'importation	379	394	4,0	2 516	2 723	8,2
Autres taxes et droits d'accise	433	467	7,9	3 135	3 515	12,1
Total des taxes et droits d'accise	3 394	3 537	4,2	26 438	27 766	5,0
Total des revenus fiscaux	16 485	16 349	-0,8	117 198	122 377	4,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 141	1 180	3,4	12 050	12 523	3,9
Autres revenus	2 336	2 263	-3,1	15 678	15 366	-2,0
Total des revenus	19 962	19 792	-0,9	144 926	150 266	3,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Octobre			Avril à octobre		
	2013 (M$)	2014 (M$)	Variation (%)	2013 –2014 (M$)	2014 –2015 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 535	3 676	4,0	24 194	25 177	4,1
Prestations d'assurance-emploi	1 106	1 181	6,8	9 581	9 965	4,0
Prestations pour enfants	1 113	1 061	-4,7	7 708	7 533	-2,3
Total	5 754	5 918	2,9	41 483	42 675	2,9
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 554	2 676	4,8	17 821	18 733	5,1
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 018	1 048	2,9	7 126	7 339	3,0
Total	3 572	3 724	4,3	24 947	26 072	4,5
Accords fiscaux et autres transferts	1 568	1 626	3,7	11 639	12 032	3,4
Villes et collectivités du Canada	472	602	27,5	1 487	1 589	6,9
Abattement d'impôt du Québec	-359	-376	4,7	-2 513	-2 631	4,7
Total	5 253	5 576	6,1	35 560	37 062	4,2
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	619	771	24,6	3 333	3 604	8,1
Agriculture et Agroalimentaire	80	43	-46,3	473	345	-27,1
Emploi et Développement social	477	453	-5,0	3 068	2 951	-3,8
Affaires étrangères, Commerce et Développement	177	240	35,6	1 431	1 175	-17,9
Santé	165	189	14,5	1 703	1 782	4,6
Industrie	261	261	0,0	1 425	1 325	-7,0
Autres	1 089	1 038	-4,7	9 447	6 030	-36,2
Total	2 868	2 995	4,4	20 880	17 212	-17,6
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	728	724	-0,5	4 540	4 110	-9,5
Défense nationale	1 327	1 790	34,9	11 452	11 544	0,8
Tous les autres ministères et organismes	4 244	3 801	-10,4	26 971	25 085	-7,0
Total des autres charges de programmes directes	6 299	6 315	0,3	42 963	40 739	-5,2
Total des charges de programmes directes	9 167	9 310	1,6	63 843	57 951	-9,2
Total des charges de programmes	20 174	20 804	3,1	140 886	137 688	-2,3
Frais de la dette publique[1]	2 272	2 195	-3,4	16 871	16 529	-2,0

Total des charges	22 446	22 999	2,5	157 757	154 217	-2,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement de façon à tenir compte d'une modification apportée à la convention comptable du gouvernement relativement aux opérations de rachat d'obligations, comme il est indiqué dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2013-2014.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Octobre		Avril à octobre	
	2013	**2014**	**2013 –2014**	**2014 –2015**
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 484	-3 207	-12 831	-3 951
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-798	-400	-2 561	-1 999
Autres activités d'investissement	12 116	996	14 284	3 898
Régimes de retraite et autres passifs	195	213	2 747	901
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	2 487	4 139	-7 617	-3 068
Opérations de change	-689	-560	-3 811	1 381
Amortissement des immobilisations corporelles	196	327	2 421	2 345
Total des autres activités	1 994	3 906	-9 007	658
Total des opérations non budgétaires	13 507	4 715	5 463	3 458
Ressources ou besoins financiers	11 023	1 508	-7 368	-493

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Octobre		Avril à octobre	
	2013	**2014**	**2013 –2014**	**2014 –2015**
Ressources ou besoins financiers	11 023	1 508	-7 368	-493
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	6 725	9 398	12 961	18 033
Bons du Trésor	-15 500	-8 700	-300	-8 500
Titres au détail	-38	-53	-244	-218
Autres	0	0	0	0
Total	-8 813	645	12 417	9 315
Emprunts en devises	99	-200	471	-2 211
Total	-8 714	445	12 888	7 104
Réévaluation de swaps de devises	641	198	2 384	-189
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés[1]	9	107	-304	72
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5	-15	7	-313
Variation nette dans les activités de financement	-8 059	735	14 975	6 674
Variation dans l'encaisse	2 964	2 243	7 607	6 181

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement de façon à tenir compte d'une modification apportée à la convention comptable du gouvernement relativement aux opérations de rachat d'obligations, comme il est indiqué dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2013-2014.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2014	31 octobre 2014	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	111 421	106 388	-5 033
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	473 319	491 352	18 033
Bons du Trésor	152 990	144 490	-8 500
Titres au détail	6 327	6 109	-218
Total partiel	632 636	641 951	9 315
Payable en devises	16 030	13 819	-2 211
Compte de réévaluation de swaps de devises	2 326	2 137	-189
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	3 184	3 256	72
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 782	4 469	-313
Total de la dette non échue	658 958	665 632	6 674
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	153 083	152 702	-381
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	71 409	72 722	1 313
Autres passifs	5 914	5 883	-31
Total des régimes de retraite et autres passifs	230 406	231 307	901
Total de la dette portant intérêt	889 364	896 939	7 575
Total des passifs	1 000 785	1 003 327	2 542
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	128 574	132 790	4 216
Comptes d'opérations de change	72 262	70 881	-1 381
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	117 635	112 209	-5 426
Total des actifs financiers	318 471	315 880	-2 591
Dette nette	682 314	687 447	5 133
Actifs non financiers	70 433	70 087	-346
Dette fédérale (déficit accumulé)	611 881	617 360	5 479

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 octobre 2014 inclut des pertes de 1,5 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à octobre 2014.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Glenn Purves au 613-369-5655.

Décembre 2014

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2014)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finance Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134